

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Ils nous ont vainement appelés...!

*par Paul BARTON*

Pour une action ouvrière efficace  
contre le fascisme russe

*par L'Union des Syndicalistes*

Crimes prévus et espoirs incertains

*par Roger HAGNAUER*

La Fédération du Livre  
devant la tragédie hongroise

*par Georges MAUPIOUX*

En Haute-Cour !

*par Robert LOUZON*

La marche des peuples  
au Congrès Force Ouvrière

*par M. CHAUSSE*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 600 fr.  
Un an ..... 1.000 fr.

### EXTERIEUR

Six mois ..... 700 fr.  
Un an ..... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne  
14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

### PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 411 - Novembre 1956

Ils nous ont vainement appelés .....  
Pour une action ouvrière efficace contre le  
fascisme russe .....  
Aux détenus politiques, il faut accorder le  
régime politique. ....  
Propos sur crimes prévus et espoirs  
incertains .....  
La Fédération du Livre devant la tragédie  
hongroise .....  
La marche des peuples au congrès « Force  
Ouvrière » .....  
Résolution sur les répercussions de l'auto-  
mation. ....  
Le syndicalisme vaincu sans combat .....  
**Chronique de l'Union des Syndicalistes.** —  
Prise de position. — Le meeting et la ma-  
nifestation du 7 novembre. — Nos bro-  
chures. — Congrès F.O. — Cercle des mé-  
tallos. — Cercle Renault .....  
Réponses au questionnaire (Laqueille, Ché-  
ron, Padros).

**Notes d'économie et de politique**  
En Haute Cour. — Assez d'ordres du jour.  
— Causerie sur « salaires et prix » .....

### Dans l'Internationale

Lettre d'Argentine .....

### Parmi nos lettres

Sur la libération des peuples colonisés. —  
Action générale ouvrière. — Nouvelle  
Gauche et réforme de l'enseignement. —  
Rectification. — Le manifeste du Cercle  
Zimmerwald. — Général et diplomate.

### Entre nous

Paul BARTON  
L'UNION DES  
SYNDICALISTES

Roger HAGNAUER

Georges MAUPIOUX

M. CHAUSSE

Louis MERCIER

R. GUILLORE

R. LOUZON

Jacobo PRINCE

## LES FAITS DU MOIS

**LUNDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE.** — Quatre bombes à retardement déposées en plein centre d'Alger.

— Grève des écoliers indigènes dans toute l'Algérie.

— Congrès du parti travailliste à Blackpool.

**MERCREDI 3.** — Conversations à Paris avec le représentant du sultan marocain : le prince Moulay Hassan.

— En Algérie réforme agraire : 80.000 hectares concédés à la Caisse d'accession à la propriété rurale.

**SAMEDI 6.** — Nouvel accord en Italie des socialistes nenniens et des communistes.

**LUNDI 8.** — Réunion à huis clos du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

— Verdict au premier procès de Poznan (Pologne).

— A Budapest, funérailles nationales de Rajk, « traître » réhabilité.

**JEUDI 11.** — Opérations de représailles israéliennes contre un poste jordanien.

— Discussion sur l'Algérie au Comité Directeur du Parti Socialiste.

— Bourguiba à Paris suggère la création d'un ensemble nord-africain.

— Graves émeutes à Hong Kong, intervention des troupes britanniques.

— Ouverture à Lyon du congrès radical.

**VENDREDI 12.** — Grandes grèves dans l'industrie japonaise.

**SAMEDI 13.** — Manifestations indigènes et de fonctionnaires français au Maroc et en Tunisie.

— Messali Hadj, leader du Mouvement national algérien se déclare partisan d'une médiation du sultan du Maroc et de Bourguiba.

**LUNDI 15.** — Le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. vote six principes sur Suez contre le veto de l'URSS.

— Imre Nagy est réintégré dans le parti des travailleurs hongrois.

**MARDI 16.** — Débat sur Suez à l'Assemblée nationale.

— Scission dans le parti radical.

**MERCREDI 17.** — Débat sur l'Algérie à l'Assemblée nationale.

**JEUDI 18.** — Un yacht l'Athos, chargé de matériel de guerre, arraisonné au large des côtes oranaises.

— Grève des livreurs laitiers de la région parisienne.

**VENDREDI 19.** — La ligue arabe soutiendra la candidature de l'Espagne au conseil de sécurité de l'O.N.U.

— Scission au sein de l'Union Générale des Travailleurs tunisiens.

— Fin de l'état de guerre entre l'URSS et le Japon.

**LUNDI 22.** — Victoire de Gomulka en Pologne.

— Les étudiants hongrois réclament de profondes réformes sociales et politiques.

— Elections jordanienes : victoire des partis pro-égyptiens.

— A Rabat, le sultan du Maroc reçoit les représentants du F.L.N. algérien.

— Coup d'Etat militaire au Honduras.

**MARDI 23.** — Les cinq dirigeants du F.L.N. partis sur avion marocain pour Tunis sont arrêtés à Alger. Le sultan du Maroc arrive à Tunis.

**MERCREDI 24.** — Ouverture du congrès de la C.G.T. F.O.

— Troubles à Budapest. Imre Nagy revient au pouvoir et fait appel aux troupes soviétiques.

— Troubles graves au Maroc et en Tunisie : particulièrement à Meknès (Maroc).

— Création d'un commandement militaire unique entre la Jordanie, l'Egypte et la Syrie.

— Signature d'un traité franco-allemand sur la Sarre.

**VENDREDI 26.** — Grève générale en Hongrie, troubles dans tout le pays, formation d'un gouvernement national.

**SAMEDI 27.** — Combats dans toute la Hongrie.

— Démission de M. Savary, ministre des affaires tunisiennes et marocaines.

— Les troupes soviétiques évacuent Budapest.

**LUNDI 29.** — Nouveau cabinet marocain.

— Référendum au Togo : 60 pour cent pour la République autonome.

— Elections municipales dans trois Etats allemands : succès social-démocrate.

**MARDI 30.** — Attaque des troupes israéliennes vers le Sinai. Ultimatum franco-anglais à l'Egypte.

— Nouveaux combats à Budapest.

# Ils nous ont vainement appelés...

Le dimanche 4 novembre, à 17 heures 15, alors que les radios du monde entier déclaraient depuis des heures et des heures que le soulèvement hongrois avait été liquidé, les insurgés rassemblés au poste routier de Hegyeshalom déclaraient : « Les Occidentaux nous ont abandonnés. Nous attendons les Russes. Nous ne savons pas si nous pourrions tenir. Nous ne nous rendrons pas. »

Après le tragique soulèvement du peuple hongrois, les limites des concessions que le Kremlin est prêt à faire à la résistance des pays satellites sont clairement tracées : il ne faut pas que la population demande la liberté de décider de son propre avenir ; il n'est pas permis aux peuples une fois colonisés de sortir du glacis soviétique. De plus, l'appareil du pouvoir doit rester intact. Il suffit de rappeler à ce propos l'accueil favorable qu'a reçu dans toute la presse occidentale le limogeage, voilà bientôt quatre ans, du chef de la police secrète hongroise, Peter Gabor. Et les insurgés découvrent maintenant des chambres de torture, des prisons souterraines et des fours crématoires secrets qui n'ont jamais cessé de servir...

Après le soulèvement du peuple hongrois, on est également éclairé sur le jeu complexe auquel se livrent, en pays satellites, les hommes du Kremlin, les « communistes libéraux », les « staliniens nationaux », les titistes, les « durs » et les « mous » et *tutti quanti*. Il a suffi à Budapest que le « communiste libéral national » Imre Nagy fût amené à promettre une véritable liberté et une véritable indépendance nationale, et soudain ce jeu complexe et raffiné céda la place au langage simple et sans équivoque qui est celui des chars, des canons et des avions russes. L'assaut final des généraux soviétiques n'eut d'ailleurs lieu qu'après avoir reçu la bénédiction de tous les héros des « voies spécifiques vers le socialisme », de Gomulka jusqu'à Tito en passant par Mao Tsé Toung. Les dirigeants qui, de son vivant, tenaient tête à Staline forment aujourd'hui le dernier carré du stalinisme. C'est que, à l'heure qu'il est, il n'est plus question de divergences entre le grand chef et ses satrapes, mais bel et bien d'un grand combat, du combat décisif, entre un système totalitaire et les peuples entraînés dans son engrenage.

Pour qu'aucun doute ne puisse subsister sur le sens social de cette conflagration, Gomulka, le champion du « communisme national » polonais, cherche à obnubiler les esprits en accentuant de plus en plus ses propos chauvinistes et s'efforce d'obtenir l'appui du clergé en offrant à l'Eglise la restitution de tous ses biens ; et de dire en même temps aux ouvriers qu'il est d'accord avec leurs revendications, mais qu'il n'en faut pas moins « produire d'abord, revendiquer ensuite ». Ce même Gomulka osa traiter de réactionnaire le soulèvement hongrois, déclenché par des ouvriers et des étudiants et auquel se sont ralliées ensuite toutes les catégories de la population, allant des

communistes jusqu'aux catholiques, des paysans jusqu'à l'armée dont les cadres avaient été pourtant mille fois triés sur le volet. Autant dire que ce même Gomulka n'hésitera pas à stigmatiser demain comme des contre-révolutionnaires ceux-là mêmes qu'il cherche encore à flatter pour l'instant : les prolétaires de son propre pays.

Après le soulèvement du peuple hongrois, personne ne peut plus dissimuler la responsabilité que nous encourons tous en manquant à notre devoir de venir en aide à ceux qui, derrière le rideau de fer, se battent pour leur liberté aussi bien que pour la nôtre. Que de fois, pendant les moments les plus angoissants de ce soulèvement, les regards se sont tournés vers la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, qui eussent pu renverser radicalement le rapport de forces en rentrant en lice. Il n'en fut rien. C'est que ces deux pays, qui en juin 1953 avaient été les premiers à relever le drapeau de la révolte, avaient connu la déception dont les Hongrois allaient seulement faire l'expérience : le monde qui se dit libre laissa aux blindés russes tout le loisir d'étouffer leur cri de liberté sous le fer et le feu.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit point pour nous d'inviter les Etats occidentaux à faire une guerre à l'U.R.S.S. Mais tout le monde sait qu'entre la guerre totale et la passivité totale il y a un nombre considérable de moyens d'agir qui n'ont pas été utilisés. Et, fait plus grave encore, personne n'a songé sérieusement à en réclamer la mise en œuvre. Après avoir ainsi abandonné la Hongrie aux moments de l'espoir aussi bien que dans leur agonie qui s'ensuivit, pourrions-nous nous attendre encore à la poursuite de la résistance chez les autres peuples asservis qui furent les témoins de ce spectacle dégradant ? Or, cette résistance ouvre l'unique issue qui puisse permettre au monde entier d'échapper à l'option déchirante entre la capitulation devant le totalitarisme et la guerre atomique.

Des hommes se battent encore en Pologne contre la reprise en main tentée par Gomulka. Le peuple insurgé de la Hongrie ne peut pas renoncer à la lutte, même après l'écrasement de sa forme organisée. Des grèves continuent d'éclater dans les usines de l'Allemagne de l'Est et de la Tchécoslovaquie. Il n'est donc pas encore trop tard pour nous tous, en deçà du rideau de fer, pour prouver notre attachement à l'idéal de la liberté et de l'émancipation du travail en passant des mots aux actes. Il n'est jamais trop tard.

Paul BARTON.

# Pour une action ouvrière efficace contre le fascisme russe

La tragédie du peuple hongrois, indompté malgré dix années de police secrète, ardent malgré dix ans de dressage individuel et collectif, a provoqué un légitime sursaut d'indignation populaire, dans tous les pays où existent une opinion publique, une classe ouvrière organisée.

Quinze jours de faits crus et d'informations directes ont enseigné à l'opinion davantage que ne l'avaient fait des dizaines d'années d'explications et de propagande sur la nature du stalinisme, sous Staline et après Staline.

Mais le mouvement ouvrier ne peut se contenter de manifestations de bonne conscience ou de sentiments de solidarité, il doit, face aux événements qui prennent un rythme accéléré, conserver tête froide et agir en connaissance de cause.

La révolution hongroise, dont les moteurs étaient à la fois nationalistes et ouvriers, intellectuels et paysans, a été matée sans que les puissances démocratiques interviennent. Et il est plus important pour le mouvement ouvrier international de reconnaître que ni les Etats-Unis, ni l'Organisation des Nations Unies n'interviendront militairement en faveur d'une révolte populaire à l'Est, que de discuter à l'infini sur les dangers ou les avantages de cette perspective illusoire.

La classe ouvrière des pays sous dictature totalitaire est seule, autant et peut-être plus que les autres couches de population. C'est pourquoi l'aide internationale que nous avons le devoir de lui apporter ne peut que revêtir des formes ouvrières, non seulement parce que c'est sur ce terrain que nous avons le plus de possibilités d'action contrôlée mais encore le plus de chances de peser sur les événements.

C'est pourquoi le geste des dockers des ports hollandais et anglais se refusant à décharger les navires soviétiques nous semble indiquer la voie pratique de l'aide aux peuples esclaves. L'initiative prise par la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens va dans le même sens. La Confédération Internationale des Syndicats libres peut reprendre l'idée de boycott de tous les produits russes, tant que l'Armée Rouge occupera les territoires conquis pendant et après la guerre.

Il y a là possibilité pratique de créer, à l'échelon international comme dans chaque pays, un comité de coordination entre tous les syndicats libres, dans le but précis de faire peser sur l'économie soviétique le poids du mouvement syndical.

Cette mesure pourrait être complétée par l'entrée en action d'organisations culturelles, économiques et scientifiques, qui de leur côté, se refuseraient à procurer une aide, sous quelque forme que ce soit, au fonctionnement d'un régime de terreur, de mensonge et de sang.

Enfin, nous croyons que cette action conserve au mouvement ouvrier sa pleine autonomie et son entière liberté, éléments indispensables aujourd'hui où tous les problèmes internationaux sont traités et par la presse et par les pouvoirs suivant une hypocrisie extrême.

Nous nous refusons à faire du peuple hongrois une monnaie d'échange pour de sordides marchandises

diplomatiques, à propos de Suez ou de l'Afrique du Nord.

L'aventure militaire lancée par le gouvernement français en Proche-Orient sous des prétextes invraisemblables, et qui ont mis la France au ban de l'opinion internationale, ne peut en aucune façon être confondue avec une forme quelconque de la défense des libertés démocratiques, même formelles, mais être dénoncée pour ce qu'elle est : une initiative impérialiste tentée à l'insu des opinions publiques, pour des raisons de prestige, et dont les conséquences premières sont : l'élargissement du fossé entre le monde de Bandoeng et l'Occident, la mise en péril des indépendances marocaine et tunisienne, la possibilité pour le régime soviétique de se présenter aux pays arabes comme champion des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, et enfin l'arrêt prévisible de tout relèvement du niveau social des classes laborieuses françaises, en raison de l'inflation et de la mise à l'abri, par voie d'emprunt indexé, des capitaux.

De même, nous nous refusons à confondre les protestations circonstanciées des partis gouvernementaux français en ce qui concerne la répression soviétique, avec leur attitude égoïste et sans perspective qui entretient la répression en Algérie.

La classe ouvrière a une politique à définir, appliquer et poursuivre, qui ne table en aucune façon sur les conférences diplomatiques, les propagandes gouvernementales ou les décisions platoniques des Etats accrochés à leur nationalisme comme au pavé qui les entraîne vers la décadence.

L'UNION DES SYNDICALISTES.

## Aux détenus politiques il faut accorder le régime politique

A la suite de la lutte courageuse entreprise par l'un de ses membres, Yves Garestier, qui fit 23 jours la grève de la faim pour obtenir le régime politique et qui vient d'être mis en liberté provisoire, le garde des Sceaux désirant éviter un précédent dont pourraient se prévaloir d'autres détenus, le syndicat des Correcteurs (C.G.T.), réuni en assemblée générale, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« Le syndicat des Correcteurs, réuni en assemblée générale, le dimanche 21 octobre 1956,

« Emu par les brimades aussi humiliantes qu'injustifiées subies par l'un de ses membres emprisonné et maintenu au régime de droit commun pour un délit strictement politique.

« Rappelant que le régime politique a été, dans le passé, un droit traditionnellement reconnu et appliqué sous les gouvernements les plus réactionnaires,

« Demande aux bureaux fédéral et confédéral d'intervenir rapidement et énergiquement afin que cesse le régime arbitraire actuel et que des textes précis, ayant force de loi, garantissant désormais le régime politique aux intéressés sans qu'ils aient besoin de recourir aux moyens extrêmes pour obtenir satisfaction ».

# Propos sur des crimes prévus et des espoirs incertains

La tragédie hongroise nous serre l'esprit et le cœur.

Pendant quelques jours nous nous sommes sentis incapables de penser, honteux de nos vertus « honnêtes », de nos sentiments normaux, de notre sécurité matérielle. Nous avons atteint, lors de certains écrasements en 1939, en 1940, en 1942, en 1945, le fond du désespoir. Cette fois nous n'avons même pas cette excuse. Le plus atroce c'est que l'affaire hongroise ne peut nous surprendre, qu'elle ne change rien à l'essentiel, qu'elle était prévisible pour nous, que nous avions exactement mesuré la profondeur d'une misère et d'une servitude réduisant la valeur de la vie humaine à un facteur insignifiant — que nous avions défini tout aussi exactement les caractères d'un despotisme impérialiste dont l'implacable logique n'est freinée que par les zigzags de sa stratégie. Mais il n'est pas vrai que l'on soit impuissant. On ne se console pas en rejetant sur les gouvernants de l'Ouest la responsabilité de la passivité des peuples. Car aucun de nous n'ose formuler le terrible dilemme : ou subir l'anéantissement de tout ce qui veut revivre derrière le rideau de fer, ou déchirer le rideau de fer par tous les moyens dont l'Ouest dispose encore.

Alors, on ne veut pas l'avouer. Et si peu fiers qu'ils soient eux-mêmes, les agents et les complices des assassins de la Hongrie trouvent encore dans la prédication pacifiste la voie de la dérobade... et peut-être du soulagement pour eux... et pour nous.

Sommes-nous devenus bellicistes ? Reprenons-nous à notre compte ces proclamations antimunichoises dont on abuse dans les cercles gouvernementaux ? Nous reviendrons sur le débat. On comprend que Munich soit évoqué par ceux qui veulent justifier l'action franco-anglaise à Suez et participer à l'immense protestation populaire contre l'assassinat de la Hongrie. Rappelons simplement que notre « résignation » à Munich n'a jamais diminué notre résistance à l'hitlérisme et que depuis Munich il y eut le pacte Hitler-Staline et les marchandages de Yalta qui ont orienté l'évolution des choses beaucoup plus que les négociations de 1938.

Ce que nous ne craignons pas d'affirmer c'est qu'aujourd'hui le pacifisme pur devient pour les post-staliniens le moyen le plus efficace de désarmement de l'Occident. Et que si nous ne sommes pas capables d'imposer une politique ouvrière internationale isolant les bourreaux de Moscou, on ne sortira du dilemme posé que par des conflits armés dont les « localisations » se généraliseront jusqu'à la catastrophe mondiale.

Il convient cette fois encore de revenir sur les deux tendances contradictoires de Zimmerwald : **la Paix et la Révolution**. C'est sur celle-ci qu'il faut mettre l'accent — c'est-à-dire que le salut c'est d'abord **la Révolution dans l'empire stalinien**. Tant que celui-ci subsistera, il y aura danger de corruption aussi bien dans la lutte permanente contre le capitalisme que dans les mouvements d'émancipation des peuples colonisés.

## OBSEQUES NATIONALES EN 1956 DU TRAITRE AVOUE DE 1949

Nous ne sommes pas surpris de l'affaire hongroise. La misère et l'asservissement expliquent l'acharnement désespéré des révolutionnaires hongrois. Mais jamais la misère seule n'a provoqué une victoire ré-

volutionnaire. Il faut une fêlure dans l'appareil d'exploitation et d'oppression. Si en Pologne ce fut Poznan, en Hongrie, c'est certainement la réhabilitation et la glorification de Rajk.

Un retour de sept ans en arrière éclaire le présent. La scission titiste de 1948, le procès de Rajk et de « ses complices », les procès de Prague, les purges de Varsovie, tous ces faits nous amenaient à la conclusion — que fort peu de gens osèrent formuler — qu'il n'y avait ni « blocs idéologiques », ni « croisades communiste et anticommuniste », simplement le développement à l'Est d'un colonialisme aussi réactionnaire et plus totalitaire que celui de l'Espagne en Amérique, au XVI<sup>e</sup> siècle.

J'avais écrit en octobre 1949, dans la **Nouvelle Tribune des Fonctionnaires** (l'organe des fonctionnaires F.O.) un article intitulé « **Clients de l'oncle Sam... ou sujets de l'oncle Joseph** », dans lequel, répondant aux implacables adversaires du plan Marshall, je les invitais à s'intéresser aussi au colonialisme russe. J'en reproduis un extrait qui prouve que nous ne pouvons être surpris par le phénomène de « désatellisation » suivant le phénomène de « déstalinisation » :

Derrière le rideau de fer, la façade aux couleurs éclatantes de la Démocratie populaire et du communisme... voyons les réalités économiques qui expliquent tous les accidents politiques.

... En Chine les Jaunes « voient rouge », mais Staline a vu grand. Savez-vous qu'après le « traité d'amitié » signé en 1945 entre l'U.R.S.S. et la Chine nationaliste, on a évalué à **858 millions de dollars** le butin ramassé par les Russes dans la Mandchourie qui a subi du fait de l'expropriation des installations industrielles, des mines et de l'outillage des pertes se montant à **2 milliards de dollars**.

Vous avez enregistré la révolte de Tito contre Staline et sa transformation de Maréchal libérateur en « vipère lubrique immonde et trotskyste ». En connaissez-vous la raison essentielle ? C'est que dans ce pays où 76 % de la population vit de l'agriculture, Moscou a voulu développer une industrie lourde ne produisant que des armes de guerre — dans ce pays qui a été l'un des plus dévastés par la guerre (20 % des maisons, 36 % des usines, presque toutes les routes et presque tous les ponts détruits), 90 % des travaux publics engagés sur l'ordre de Moscou représentaient des objectifs stratégiques — cependant que l'on devait exporter des quantités considérables de vivres en Russie, en Roumanie, dans la Grèce de Markos ?

La Tchécoslovaquie a connu en 1948 une crise politique très douloureuse qui a abouti au « suicide de Masaryk » et à la disparition de Bénès. C'est qu'il lui a fallu rompre toutes relations économiques avec l'Occident alors que ses importations d'origine américaine étaient largement supérieures à celles provenant de la Russie et des Etats satellites — alors que ses meilleurs clients étaient l'Angleterre, la Suède, la Suisse et la Norvège. C'est que Moscou veut augmenter de 100 % ses industries du fer et de l'acier, ce qui aboutit à la ruine des industries nationales tchèques : la verrerie, la poterie, la ganterie, la fabrication des tissus et des jouets.

Vous suivez en ce moment dans les journaux les débats du procès à Budapest de Rajk et de ses « complices », communistes qui furent pendant de longues années les militants fidèles, intransigeants, implacables du communisme. Franc-Tireur, dans ses numéros des 15, 16 et 17 septembre 1949, nous éclaire sur les véritables causes du procès. C'est que Rajk a résisté — non au Komintern — mais à l'impérialisme russe. Les représentants de celui-ci discutent de traités de commerce avec l'élégance d'un gangster

guidant de son « automatique » le parangon de son partenaire. Ils fixent souverainement les prix : ainsi les exportations de l'U.R.S.S. vers la Hongrie sont facturées à 20 % au-dessus des prix mondiaux. Par compensation, les importations de la Hongrie en U.R.S.S. sont payées à 20 % au-dessous des prix mondiaux.

Quoiqu'elle jouisse du privilège d'un gouvernement communiste, la Hongrie a dû fournir à sa grande sœur moscovite, au titre des réparations de guerre, des livraisons évaluées au cours de 1938, c'est-à-dire à des prix deux fois moins élevés que ceux de 1945. On a pu transporter des usines en Russie. C'est plus difficile de déplacer une mine hongroise devenue propriété russe. Mais on peut s'arranger. On vend sur place le charbon des mines de Pecs à 21 dollars la tonne, c'est-à-dire au prix du charbon américain livré franco dans un port français. La France paye moins cher le charbon silésien que la Hongrie le charbon hongrois !

Naturellement, pour des raisons stratégiques, on veut obliger la Hongrie à édifier une industrie lourde, sidérurgique, alors qu'elle manque de charbon, de coke et de fer et, quoique les économies des deux pays soient complémentaires, il a fallu rompre toutes relations avec la Yougoslavie, dissoudre les sociétés mixtes, constituées pour l'exploitation du bauxite hongrois, par l'énergie électrique yougoslave. Le minerai sera tout simplement transporté en U.R.S.S.

Inutile donc de nous étourdir de belles phrases sur la bolchevisation du monde, sur les sacrifices consentis à la construction du socialisme. Il s'agit tout simplement d'assurer par tous les moyens la suprématie — non d'un peuple (pauvre peuple russe !) mais d'une caste. Ce fut pendant cinq ans le rêve des hitlériens et le cauchemar de l'Europe.

## SOVIETS HONGROIS

Si vous ajoutez à cette vision rétrospective de l'asservissement hongrois, l'existence à-bas de mines d'uranium, vous comprendrez sans efforts la volonté de Moscou de maintenir la Hongrie dans son orbite.

On ne niera pas, d'autre part, le caractère « exemplaire » de l'intervention russe : avertissement aux autres satellites qu'aucune... « libération » ne devra contrarier la souveraineté impériale de Moscou. Et le choix de la Hongrie n'est certainement pas hasardeux occidental.

Dans ce champ immense où se mêlent et se heurtent depuis des siècles les Germains et les Slaves, la Hongrie représente un îlot étranger aux uns et aux autres. A la différence de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, même de la Roumanie, où le mouvement ouvrier avait conservé d'importantes positions, la Hongrie de 1919 à 1945 reste soumise à une dictature policière. Ce qui explique le caractère « national », presque unanime, de la révolte. Les grands propriétaires fonciers, les mercenaires de Horthy (1) étaient bien incapables de soulever un peuple, avec lequel ils n'avaient jamais eu d'autres rapports que ceux du talon de fer sur un corps nu. C'est bien le peuple tout entier, ses étudiants, ses intellectuels, ses paysans, ses soldats qui s'est soulevé. Et le mouvement, comme à Poznan, comme à Berlin-Est, est parti de la jeunesse, celle que l'on disait formée par le régime, soumise à un dressage savant, animée par « des réflexes conditionnés ». Révolte que des observateurs qualifiés jugeaient impensable, alors que nous l'avions déjà décelée aussi bien en Russie, lors de l'affaire Krevchenko, qu'en

(1) Les misérables qui parlent des officiers d'Horthy dirigeant l'émeute obéissent à leur vieille tactique : déshonorer l'adversaire. Il paraît que cela prend encore. Il y avait certainement d'anciens officiers d'Horthy dans l'armée hongroise. Il y en avait aussi dans la police secrète décimée par les émeutiers. Comme il y a d'anciens SS dans les états-majors de l'Allemagne orientale et d'anciens miliciens fascistes dans les cadres du parti communiste italien.

Allemagne par nos contacts avec des jeunes échappés de l'enfer hitlérien.

Naturellement ce sont les ouvriers qui ont mené la bataille avec le plus de courage et de conscience — reprenant d'emblée la forme spontanée d'organisation ouvrière, réalisée dans la Russie de 1905 et de 1917 — c'est-à-dire les « conseils d'ouvriers et de soldats ».

Et il n'est pas invraisemblable que le conseil de Miskolc, centre métallurgique de 100.000 habitants, se soit réclamé de l'héritage de Bela Kun et de Laszlo Rajk — du révolutionnaire de 1919 et du communiste de 1949 liquidés par Staline (2).

## LES « PARANGONS » D'INTELLIGENCE, DEVANT LES PROCES DE BUDAPEST ET DE PRAGUE

Mais alors que la tragédie hongroise émeut M. Jean-Paul Sartre lui-même, il n'est pas inutile de rappeler que les fidèles et les compagnons de route du stalinisme ont au moins accordé aux juges de Budapest le bénéfice du préjugé favorable. Et pour cause ! Rajk avait avoué. Avoué non qu'il était devenu un traître, un agent des impérialistes occidentaux, un conspirateur « titiste », mais que sa trahison en 1949 n'était publique que parce qu'il avait été enfin démasqué, qu'il avait toujours été, depuis les débuts de sa carrière politique, un espion et un provocateur, un « mercenaire » du capitalisme, de la réaction et de la police.

Et M. Vercors ne pouvait retenir « l'hypothèse d'aveux obtenus de Rajk par la menace, la torture ou le chantage ». Et M. Labeyrie, ancien gouverneur de la Banque de France, ancien maire de Versailles, membre du Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme, devenu « grand commis stalinien », déclarait solennellement : « Tout ce qu'on sait pour le moment, c'est que Rajk a été condamné pour des actes formels de trahison qu'il a avoués. » Et dans ce même Comité Central, M. Hadamard — vieux sorbonnard dreyfusard — et Mme Andrée Viollis n'ont pas voulu voter un ordre du jour — auquel M. Labeyrie s'est opposé — qui « balançait » le procès de Budapest par celui des communistes de New-York (3).

En janvier 1953, après le procès de Prague aboutissant à la pendaison de 11 communistes, Monatte tirait cette conclusion qui n'a rien perdu de sa valeur, malgré les scrupules tardifs des crypto-sartriens :

« Quant à ceux qui jonglent avec la phrase d'Eluard — on peut savoir enfiler de smots et des perles, pratiquer chez les communistes le baise-main et n'avoir ni caractère, ni réelle intelligence — cette fameuse phrase qui revient chaque jour dans « l'Humanité ».

« J'ai trop à faire avec les innocents qui clament leur innocence pour m'occuper des coupables qui clament leur culpabilité », nos lascars ne font que répéter une saloperie et s'extasier devant elle. C'est décidément une drôle d'époque que celle où des innocents sont obligés de clamer qu'ils sont coupables. L'Inquisition catholique n'était pas allée jusque-là. Des gens qui se croient intelligents, que dis-je, des parangons d'intelligence, des ânes cousus de diplômes, des agrégés de ceci, des docteurs de cela, avalent ces aveux comme du bon pain. Il y a une fameuse, une terrible baisse de l'esprit critique dans ce monde du XX<sup>e</sup> siècle. » (4).

Dupe ou imposteur ? M. J.-P. Sartre était-il l'un ou l'autre lorsqu'il pectonnait la liste communiste du premier Secteur, aux élections de 1956 : « Cette liste est la seule qui préconise la véritable union des

(2) Cf. *L'Ecole émancipée* du 10-11-56, article de Rolande De Paeppe.

(3) Cf. *R.P.*, décembre 1949, G. Walusinski : Le vertige de la pensée des forts.

(4) Cf. *R.P.*, janvier 1953, P. Monatte : Le Carnet du sauvage.

**forces progressistes** ». M. le professeur Hadamard était-il l'un ou l'autre, lorsqu'il soutenait la même liste en ces termes : « **Toute une vie passée au service de la République me donne le droit et me constitue le devoir de prendre position pour ceux qui sont les meilleurs défenseurs de l'idéal laïc, de l'indépendance de la France et de ses traditions les plus hardies : les droits de l'homme.** »

Ces grands messieurs peuvent aujourd'hui gémir : « Je n'ai pas voulu cela... » ou plastronner comme M. Sartre « Je ne tolère pas cela ! » Ils ont accordé leur confiance aux juges et aux bourreaux de Moscou et de Budapest. Leur dialectique a fleuri les tanks qui ont uni « les forces progressistes de Hongrie » dans la mare sanglante des pavés, et porté « les droits de l'homme » dans les chargeurs de leurs mitrailleuses. Elle a surtout fourni aux assassins post-staliniens leur invariable alibi : la justification des massacres par « la marche de l'Histoire ». Qu'importe 20.000 vagues humanités... qui s'ajoutent à des millions d'autres... si on construit le socialisme ! Et si l'U.R.S.S. possède la doctrine qui la justifie, elle possède aussi les bombes « thermo-nucléaires » qui expliquent notre lâcheté.

### **ALIBIS INUTILES POUR REVOLUTIONNAIRES TROP SCRUPULEUX**

J'insiste. Car les consciences de MM. Sartre et Hadamard ne me sont pas familières. Mais j'entends les autres, les vieux camarades, les fidèles frères d'armes, les révolutionnaires authentiques, les pacifistes, les libertaires. Jamais notre « adhésion au parti américain » (! ?) n'a contrarié notre lutte contre les absurdités de Washington, les survivances colonialistes, l'exploitation capitaliste, les violences impérialistes. Mais nous nous refusons à chercher des alibis dans le balancement des coups portés à l'Est et à l'Ouest. L'autre soir, au gala du « Monde Libertaire », mon ami Maurice Laisant dénonçait le crime de Budapest : applaudissements. Mais il ajoutait : « comme nous dénonçons les crimes de l'autre côté » : applaudissements plus nourris, comme si l'on se sentait soulagé.

En juillet 1953, à Lyon, parlant de l'insurrection berlinoise de juin 1953, comme je dénonçais le régime stalinien, des anarchistes m'interrompaient : « Oh ! les antistaliniens... proaméricains ! » Et l'un d'eux, à la sortie, un vieux copain me précisait gentiment : « Tu sais bien que dans leur zone, les Américains seraient intervenus comme les Russes à Berlin-Est. »

Non, je ne sais pas (5). Je ne veux pas m'abriter derrière un « conditionnel » pour atténuer le « présent ». Lorsque je veux condamner des excès ou des scandales américains, je n'ai pas besoin d'alibi. **Mais je me refuse à opposer dans l'abstrait des crimes occidentaux possibles aux crimes moscovites, formellement enregistrés.** Clamer notre haine du totalitarisme rouge, c'est affirmer notre volonté ouvrière et révolutionnaire. Tout simplement...

### **DE SUEZ A BUDAPEST...**

On connaît notre opinion sur la révolte algérienne et sur le coup de Suez. Avant de la préciser à nouveau, je ne crains pas d'établir des distinctions préalables. La politique que nous menons en Afrique du Nord apparaît beaucoup plus comme une survivance réactionnaire que comme une expansion dynamique. Ce qui ne la justifie certes pas, au contraire. Mais ce qui en atténue la virulence et la nocivité. Quelles qu' soient les résistances et les aberrations, on ne reviendra plus en arrière. On aurait quelque peine à « coloniser » à nouveau la Tunisie et le Maroc. On aura quelque peine à maintenir le régime algérien. Edgar Faure a réalisé ce que Mendès-France

(5) Ou plutôt on sait que des grèves, même des manifestations communistes ont pu se produire en zone occidentale.

avait proposé. Il n'est pas exclu qu'un gouvernement modéré accorde au peuple algérien ce que Lacoste et Guy Mollet ne veulent ou ne peuvent lui apporter.

Même cette lamentable affaire de Suez n'a avorté en fin de compte que parce que l'on a hésité devant les effets d'une attaque brusquée sur les villes égyptiennes. Sans doute, l'ultimatum de Moscou a-t-il été suivi d'effet immédiat. Mais l'opposition quasi-unanime de l'O.N.U. et l'intervention américaine, beaucoup plus ferme au lendemain des élections, auraient sans doute contraint la Grande-Bretagne et la France à « cesser le feu », assez rapidement. Pour entraîner l'opinion publique il a fallu exciter « le bonnet à poil de l'éternel chauvin et jouer sans pudeur de l'argument « antifasciste » et « antimunichois » (!). C'est d'une efficacité éphémère. Et la fermeté de l'opposition travailliste aurait rapidement dissocié la majorité parlementaire française.

Ce qui veut dire qu'au sein des démocraties, les militants ouvriers ne sont désarmés que lorsqu'ils laissent tomber leurs armes. En principe, on peut confondre les entreprises colonialistes de l'Ouest et celles de l'Est. Il reste entre les deux régimes, donc entre les opérations, une différence de nature fondamentale. Ici le régime peut survivre à des concessions et des abandons. Là, la terreur conditionne l'existence. Ici on peut encore « vivoter » sans craindre une mort proche. Là l'écrasement des résistances s'impose comme une « question de vie ou de mort ».

### **D'ALGER ET DE SUEZ... A MOSCOU**

L'affaire de l'avion kidnappé et celle de Suez, malgré leur gravité, relèvent de la roublardise politicienne. Jouer un bon tour aux collègues et aux copains de Paris qui avaient encouragé le sultan et Bourguiba à prendre contact avec les chefs algériens — c'est assez dans la manière de Lacoste, surpris lui-même, semble-t-il, par les initiatives de militaires qui eux entendaient bien reconquérir le terrain perdu en Tunisie et au Maroc. Et c'est sans doute Lacoste qui, depuis l'expropriation de Suez, poussait le gouvernement à « sauver la face ».

L'opération combinée — ce qui ne paraît guère douteux — avec Israël — apparaît comme le prolongement du coup de l'avion. Elle s'est révélée d'abord profitable sur le plan intérieur. Guy Mollet y a gagné une confortable majorité d'union nationale, quelque peu fragile... mais, malgré Léon Blum, on ne gouverne plus « sous le signe de la durée ». L'opinion publique a réagi favorablement. Les socialistes, sauf des observateurs lucides comme André Philipp, ont manifesté quelque fierté de voir « l'honneur français » incarné par leur leader — et la haine du « fascisme égyptien » (?) a bousculé pas mal de réticences. Ajoutez à cela la sympathie que l'on éprouve pour le peuple israélien de laboureurs, de coopérateurs socialistes et de soldats (un combattant sur quatre citoyens des deux sexes), qui se dresse en brutale antithèse des Juifs voués par une légende abusive à la spéculation financière ou intellectuelle. Mais sur le plan international, l'absurdité de l'opération était soulignée par Raymond Aron lui-même, dans sa dernière conférence aux « mardis de Preuves » (6 novembre 1956). Il est difficile de trouver dans toute la presse mondiale quelques lignes d'approbation. Et le « Manchester Guardian » — le grand organe libéral anglais — a dépassé les travaillistes dans la vigueur de sa condamnation. Inutile de répéter que le coup de Suez servit la propagande moscovite, et gêna fortement les manifestations contre l'assassinat de la Hongrie. Il n'est pas établi qu'il ait provoqué celle-ci. Les post-staliniens n'avaient nul besoin de cet encouragement pour agir. Mais ils ont utilisé, dans leur propagande, la voie de garage qu'on leur offrait. Et ils ont ainsi neutralisé à leur profit toute l'opinion arabe.

Lègèreté ? Inconsequence ? Entêtement colonialiste ? Bien sûr. On peut ainsi tout expliquer. Mais l'explication ne vaut guère mieux que la justification de l'autre côté.

D'ailleurs, la politique Lacoste obéit à sa logique intérieure. Si l'on veut — ce que signifie en clair le « cessez le feu » sans... préalable — la capitulation des nationalistes algériens, avant la négociation, il faut couper « les voies par lesquelles circulent les sympathies et... les armes. Militairement les coups portés au sultan, à Bourguiba et à Nasser semblent nécessaires. Qu'importe que le sultan ait voulu justement, en recevant les chefs algériens, ramener sous son contrôle les zones frontalières où les infiltrations se produisent. Qu'importe que les gouvernements marocain et tunisien tentent de concilier leur volonté d'entente avec la France et la solidarité normale des trois peuples d'Afrique du Nord ! Qu'importe que l'on se soit efforcé à Rabat et à Tunis d'arracher les nationalistes algériens à l'influence du Caire ! « Je fais la guerre », répondait férocelement Clemenceau à ceux qui voulaient négocier avec l'empereur Karl d'Autriche et le comte Czernin. Lacoste se coiffe de la casquette de Bugeaud et du bonnet de Clemenceau.

Malheureusement pour lui, il n'est pas de solution militaire, ici. Le problème se pose en termes politiques, en données de politique internationale. S'il est vrai que la formation de « nations arabes », à bases politique et économique solides peut dissocier le « panarabisme » religieux et surtout briser l'alliance arabo-russe, tout ce qui gêne ces promotions nationales favorise la réaction coranique et les manœuvres moscovitaires.

Or, il n'est pas de pays arabes où l'opposition au stalinisme a été plus tenace et plus efficace qu'en Tunisie d'abord, au Maroc aussi et même en Algérie. On sert Moscou plus encore que Nasser en diminuant l'autorité de Bourguiba. Pour reprendre une vieille et dangereuse formule de Lacoste : « Le colonialisme français, c'est la parallèle de départ du totalitarisme rouge. » C'est même d'une telle évidence qu'on peut supposer la préméditation consciente. L'objection des poursuites contre les communistes ne peut être retenue. Staline a laissé massacrer ses disciples de Chang Hai par ses alliés du Kuo Min Tang et a livré des communistes allemands à Hitler. Ses héritiers soutiennent Nasser qui a proscriit les communistes égyptiens. Ils se résigneront facilement à sacrifier leurs camarades algériens. Surtout lorsqu'en poursuivant le professeur Mandouze, le gouvernement français offre une nouvelle porte de secours aux post-staliniens étouffant sous la réprobation du crime de Budapest.

Le coup de Suez a failli briser l'alliance atlantique et renforcer « l'isolationnisme américain ». N'oubliez pas que Lacoste à Alger et à Paris avait déjà fortement alimenté la démagogie antiaméricaine. Reconnaissons qu'il est difficile de servir Moscou avec plus de zèle et de persévérance.

## DE ROBESPIERRE A NASSER

Si l'on juge — comme nous — que la volonté de détruire l'héritage de Staline doit dominer toutes nos préoccupations — non parce que nous abandonnons la lutte ouvrière anticapitaliste et la lutte révolutionnaire anticolonialiste, mais parce que nous voulons libérer le mouvement ouvrier et révolutionnaire de la servitude et de la corruption — on peut logiquement éviter tout ce qui divise et affaiblit la résistance de l'Occident.

Nous justifions ainsi notre opposition à la politique de Lacoste et d'Eden. Mais la même obligation impérative nous impose de nous séparer nettement du panarabisme et de Nasser.

On s'est ému, paraît-il, des dernières notes de Louzon, qui doit être flatté de provoquer encore

tant d'émotions successives. Inutile de rappeler qu'aucun rédacteur de la « R.P. » — quelle que soit son autorité personnelle — ne prétend parler au nom du noyau. Ce qui me paraît inconcevable, c'est la prétention de limiter le droit d'expression d'un homme comme Louzon. Ce qui m'est insupportable c'est l'abusif alignement auquel on veut nous contraindre derrière l'un d'entre nous.

Si je plaçais pour Louzon — le ciel l'en préserve ! — je pourrais soutenir que c'est justement parce qu'il veut assurer la victoire de l'Occident qu'il dénonce avec sa netteté ordinaire les fautes criminelles de nos gouvernants.

Mais je n'hésite pas à confesser que si je condamne la politique Lacoste-Eden, je ne reconnais pas en Nasser l'homme qui peut personnifier l'émancipation des peuples arabes. A lire sa « Philosophie de la Révolution », je n'ai sans doute retrouvé ni Mussolini, ni Hitler, sinon en de verbeuses effusions de prophète inspiré. Mais j'ai quelque peine à évoquer Robespierre, à moins de le réduire au rôle de « Torquemada » rigide que lui attribuent quelques romanciers de l'Histoire. Il faudrait, à travers Albert Mathiez, retrouver l'homme d'Etat lucide, le jacobin bourgeois dont l'impitoyable fermeté se justifiait par les nécessités révolutionnaires qu'il avait formulées avant qu'elles s'imposent. Son opposition à la guerre girondine, comme ses lois du maximum, réactions provisoires contre les dangers d'un libéralisme auquel il restait attaché... prouvent une politique réaliste, qui ne succomba qu'après avoir atteint les buts qu'il s'était fixés.

Il est fort possible que Nasser ait mené une action salutaire dans la liquidation du régime Farouk et l'expropriation des féodaux. Mais il n'a guère prouvé sa clairvoyance dans l'affaire du barrage d'Assouan. Il a donné l'impression de vouloir ruser avec les uns et les autres, et en ces dernières semaines, il n'a guère offert à un peuple particulièrement misérable que des slogans magiques : le barrage, le canal, l'écrasement d'Israël.

On est payé depuis l'expérience stalinienne pour se méfier des projets qui coûtent très cher à la génération présente pour un problème bénéfique promis aux générations futures. J'avoue d'ailleurs que la lecture des discours de Nasser ne me renseigne guère sur les causes réelles du refus de crédits américains. Tito en obtient bien, alors que son attitude paraît au moins suspecte.

Et comparer Nasser à Robespierre, c'est oublier que celui-ci n'a jamais imposé ses idées sans débats à la Convention, au club des Jacobins, au Comité de Salut public. Périclès déjà avait supporté, pendant sa longue magistrature, tous les aléas de la critique et de la controverse. Lénine lui-même, — beaucoup moins soucieux que Robespierre des formes « démocratiques » — n'a jamais « écrasé » une opposition sans l'entendre.

Jusqu'ici on n'a vu et entendu que Nasser. Je voudrais entendre le peuple égyptien... hors de la foule « mise en scène ».

Enfin, on ne peut exclure l'idée de combinaisons russo-nassériennes préméditées. Je ne suis guère convaincu par les révélations tirées des dossiers des leaders algériens, comme du chapeau magique d'un prestidigitateur. Mais des déclarations soviétiques, avant le coup de Suez, paraissent quelque peu troublantes. Une machination contre Israël était-elle en cours ? On peut déplorer l'entreprise sioniste. On peut surtout reconnaître que la paix ne sera possible que lorsqu'on aura réglé équitablement le sort des réfugiés arabes de Palestine.

Mais subordonner l'émancipation des peuples arabes et l'amélioration de leur sort à la destruction d'Israël, favoriser les manœuvres de Moscou, c'est là aussi chercher l'alibi et non la solution.

Roger HAGNAUER.

# La Fédération du Livre devant la tragédie hongroise

Le 8 novembre au matin Paris était sans journaux. Pendant le travail les ouvriers de la presse avaient été alertés par un appel des équipes de « l'Humanité » et de « Libération » qui se sentaient menacées par la manifestation. Des milliers de jeunes entouraient l'immeuble et entendaient par les moyens les plus directs faire connaître leur réprobation de l'odieuse attitude de « l'Humanité » justifiant l'action des bourreaux soviétiques du peuple hongrois.

La grève déclenchée instantanément signifie-t-elle que les ouvriers du Livre ne partagent pas la réprobation générale à l'égard des tueurs russes et de leurs complices français ?

Ce n'est pas le cas. Mais les ouvriers du Livre vivent de la liberté de la presse, cette liberté conditionne leur travail, ils n'ont pas à intervenir à propos du contenu d'un journal. Dans une histoire comme celle-ci les ouvriers de la presse se trouvaient coincés entre un devoir de solidarité professionnelle, la défense inconditionnelle de la liberté de la presse et la légitime et sainte colère qui, partout dans le monde libre, a provoqué les mêmes manifestations violentes contre les organismes russes et les filiales communistes.

Déjà, le 6 novembre, des manifestations s'étaient produites devant l'immeuble du boulevard Poissonnière qui abrite les rédactions de « l'Humanité » et de « Libération » et les services de l'imprimerie.

Dans la journée du 7, les éléments communistes de l'équipe de « l'Humanité » effectuaient des démarches pour obtenir une grève de protestation contre la manifestation. Ces démarches qui trouvaient un accueil favorable à la fédération furent vigoureusement stoppées par la chambre syndicale typo, dont les secrétaires Bernard et Waille se déclaraient prêts à envisager le retrait de la C.G.T. si un tel mouvement était lancé.

Dans la nuit, placé devant un appel à la solidarité des équipes de « l'Humanité » et de « Libération », qui se disaient menacées dans l'exercice de leur travail, Bernard ne pouvait faire autrement que d'ordonner la grève. Tous les militants parisiens et fédéraux présents dans le Croissant étaient d'ailleurs d'accord.

Bien entendu, il était impossible d'avoir à ce moment tous les renseignements utiles pour prendre une décision, le temps manquait. Il est incontestable que du fait de la manifestation, les ouvriers étaient mis dans l'impossibilité de composer et d'imprimer « l'Humanité » et « Libération ».

Il semble que les ouvriers menacés ou blessés étaient surtout ceux qui appartiennent à la fraction de l'équipe de « l'Humanité » qui voulait affronter les manifestants et défendre les complices de la terreur en Hongrie.

Pour tout autre titre parisien, on imagine difficilement les ouvriers travaillant sous la garde d'une police nombreuse, sous la menace d'une foule hostile : c'est-à-dire dans un immeuble assiégé **qui était aussi une forteresse, les hommes de main des fameux C.D.H. étaient plus nombreux que les ouvriers du Livre.**

Partout ailleurs les choses se seraient passées autrement, l'amour des ouvriers du Livre pour la liberté de la presse n'aurait pas été jusqu'au point où l'on risque de se faire casser la gueule pour un patron qui a déchainé la colère populaire. Même chez une partie des camarades anticommunistes de l'équipe de « l'Humanité » on fait la part belle au

journal, on prend des risques qui seraient déclinés dans d'autres imprimeries.

Signalons que la défense a été très active, la chaussée du boulevard Poissonnière était jonchée de débris de bouteilles, de morceaux de plomb, de briques cassées, certains des jeunes manifestants furent blessés et brûlés par des bouteilles d'acide. Le cinéma Rex était transformé en ambulance, on y dénombrait des dizaines de blessés. Bien sûr, on veut voir dans les manifestants des fascistes, c'est trop facile. Les jeunes qui entouraient l'immeuble de « l'Humanité » paraissent être en majorité des étudiants et il est bien difficile de savoir s'ils sont de gauche ou de droite. Au reste la gauche française n'existe plus, on tient pour gauche un parti communiste qui est le fascisme même et pour une grande part ce qui reste de la gauche n'a plus que des indignations à sens unique, souvent orientées par le communisme et ses agents camouflés.

Revenons à la grève de la presse. Dans la nuit il était entendu que le comité intersyndical préciserait par un texte la position prise afin de ne pas permettre d'utiliser le mouvement comme une approbation donnée aux bourreaux de la Hongrie. On trouvera ce texte ci-dessous, le dernier paragraphe semblera timide mais il ne faut pas oublier que certaines sections comme les clicheurs et les photographes sont nettement communistes et qu'il était difficile de leur faire accepter une position plus catégorique.

## UN COMMUNIQUE DU COMITE INTERSYNDICAL DU LIVRE PARISIEN

Le Comité intersyndical du Livre parisien, qui comprend la Chambre syndicale typographique, le Syndicat général du livre (rotativistes, clicheurs, entretiens), le Syndicat des correcteurs et le Syndicat des mécaniciens linotypistes, communique :

« Afin de ne permettre aucune interprétation tendancieuse du mouvement qui a privé les lecteurs de leurs journaux quotidiens du matin, le Comité intersyndical du Livre parisien :

« Précise que cette manifestation de solidarité professionnelle a été « uniquement » motivée par le fait que des travailleurs étaient victimes de violences sur le lieu même de leur travail ;

« Souligne le manque de discernement de manifestants aveuglés par la passion et confondant l'ouvrier du livre exerçant son métier dans un journal dont il n'épouse pas pour autant les opinions et l'étiquette du journal qu'ils attaquent ;

« Proteste vigoureusement contre de telles violences portant atteinte à la liberté du travail et à la sécurité des travailleurs.

« Soucieux des principes de liberté, les ouvriers du Livre parisien s'insurgent à l'avance contre toute exploitation de ce mouvement pouvant laisser penser qu'ils sont pour autant d'accord avec la façon dont se règle le douloureux drame hongrois. »

## LA POSITION PATRONALE

Un autre aspect du problème mérite aussi d'être éclairé, on lira plus loin le communiqué de la fédération de la presse. Il comporte une condamnation morale de la position des journaux communistes en face de la tragédie hongroise. Ce qui n'est pas dit, c'est la solidarité de fait entre les directions de tous les journaux et qui joue ici en faveur de « l'Humanité ». Des accords internes de la presse parisienne impliquent que chaque fois qu'un titre est mis dans l'impossibilité de paraître, il peut réclamer un geste de solidarité de ses confrères. Dans le cas de mesures gouvernementales sanctionnant un journal, cette so-

